

**COUR SUPÉRIEURE  
(Actions collectives)**

**CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL**

**NO : 500-06-000845-178**

**DATE : Le 3 juillet 2018**

---

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE LUKASZ GRANOSIK, j.c.s.**

---

**DANIEL MACDUFF**

Requérant

c.

**VACANCES SUNWING INC.**

et

**LIGNES AÉRIENNES SUNWING INC.**

Intimées

---

**JUGEMENT  
sur les modalités de publication d'un avis aux membres d'une action collective**

***Article 579 du Code de procédure civile***

---

[1] **CONSIDÉRANT** le jugement pour autorisation d'exercer une action collective rendu le 16 avril 2018;

[2] **CONSIDÉRANT** que les modalités de publication de l'avis aux membres restaient à être précisées;

[3] **CONSIDÉRANT** que les parties ont convenus conjointement d'un plan de publication des avis et que celui-ci rencontre les exigences de l'article 579 du *Code de procédure civile*;

[4] **CONSIDÉRANT** que le plan de publication prend en considération la large couverture médiatique dont a disposé cette action collective ainsi que le fait qu'un communiqué de presse a déjà été émis par les procureurs du groupe depuis le dépôt des procédures.

**POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :**

[5] **APPROUVE** le plan de publication;

[6] **APPROUVE** le texte des avis détaillés aux membres en français et en anglais respectivement joints comme Annexe A et Annexe C au présent jugement;

[7] **APPROUVE** le texte des avis abrégés aux membres en français et en anglais respectivement joints comme Annexe B et Annexe D au présent jugement;

[8] **ORDONNE** que les avis détaillés aux membres, en plus d'être disponibles au registre des actions collectives, soient accessibles à compter du 14 juillet 2018 jusqu'au 17 août 2018 sur le site internet des avocats du requérant à l'adresse suivante [www.paquetteavocats.com/sunwing](http://www.paquetteavocats.com/sunwing);

[9] **ORDONNE** que l'avis abrégé soit publié le 14 juillet 2018 par les intimées et aux frais de celles-ci, dans les journaux « Journal de Montréal » et « Journal de Québec », dans un format d'un quart de page, dans une section non dédiée aux petites annonces;

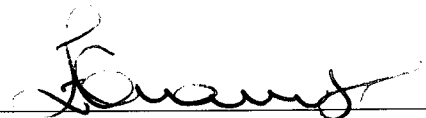
[10] **ORDONNE** que l'avis abrégé soit publié le 14 juillet 2018 par les intimées et aux frais de celles-ci, dans le journal « The Gazette » dans un format d'un quart de page dans la section des avis publics;

[11] **PREND ACTE** de l'engagement des procureurs du requérant de transmettre un courriel à chacun des membres inscrits à la liste d'intérêt (Pièce P-9) conformément au plan de publication convenu par les parties;

[12] **ORDONNE** aux intimées d'émettre un communiqué de presse en français et en anglais conformément au plan de publication convenu et aux frais de celles-ci;

[13] **PRÉCISE** que le délai d'exclusion sera le 17 août 2018;

[14] **LE TOUT** sans frais.



\_\_\_\_\_  
LUKASZ GRANOSIK, J.C.S.

Me Éric Préfontaine et Me Jessica Harding  
OSLER, HOSKIN & HARCOURT S.E.N.C.R.L./srl  
Avocats des intimées

**AVIS AUX MEMBRES – ACTION COLLECTIVE AUTORISÉE**  
**MACDUFF C VACANCES SUNWING INC. ET LIGNES AÉRIENNES SUNWING INC..**

500-06-000845-178

1. **PRENEZ AVIS** que l'exercice d'une action collective a été autorisé le 16 avril 2018 par jugement de l'honorable juge Lukasz Granosik de la Cour Supérieure du Québec pour le compte des personnes faisant partie du groupe décrit ci-après, à savoir:

Tous les consommateurs, au sens de la *Loi sur la protection du consommateur (L.P.C.)*, résidant dans la province de Québec, qui après le 10 février 2014 et jusqu'à la date d'autorisation de la présente action:

a) ont acheté et/ou obtenu des billets et/ou ont voyagé avec VACANCES SUNWING INC. et/ou LIGNES AÉRIENNES SUNWING INC., pour un vol et/ou un forfait présenté, publicisé ou décrit en utilisant le mot « champagne ».

(ci-après: le « **groupe** »)

2. L'action collective autorisée par ce jugement devra être exercée dans le district de Montréal.
3. Le statut de représentant pour l'exercice du recours collectif a été attribué à **Daniel MacDuff**
4. L'adresse du Demandeur/Représentant **Daniel MacDuff** est:

c/o Champlain avocats  
1434, rue Sainte-Catherine Ouest, Bureau 200  
Montréal, Québec H3G 1R4

5. Les principales questions de fait et de droit qui seront traitées collectivement sont les suivantes:

- a. Les Défenderesses ont-elles contrevenu au Titre II de la *Loi sur la protection du consommateur*, à savoir :
  - i. Les Défenderesses sont-elles allées à l'encontre des articles 219, 220(a) et/ou 221(a) en décrivant et en promouvant leur service en utilisant le mot « champagne » sans toutefois servir de champagne?
  - ii. Les Défenderesses sont-elles allées à l'encontre de l'article 222(f) en décrivant et en promouvant leur service en utilisant le mot « champagne » et en servant plutôt des boissons alcooliques provenant d'une région autre que de la région géographique de Champagne?
  - iii. Les Défenderesses sont-elles allées à l'encontre de l'article 228 en ne mentionnant pas aux Membres du groupe que leur service ne comprenait pas de champagne?
- b. Les Défenderesses ont-elles contrevenu au Titre I de la *Loi sur la protection du consommateur*, à savoir :
  - i. Les Défenderesses sont-elles allées à l'encontre des articles 40, 41, 42, et/ou 43 en décrivant et en promouvant leur service en utilisant le mot « champagne » sans toutefois servir de champagne?
- c. Les Membres du groupe ont-ils droit à une compensation des Défenderesses, consistant à :
  - ii. une réduction de leur obligation;
  - iii. des dommages moraux;
  - iv. un montant en dommages punitifs par Membre du groupe; et/ou
  - v. l'intérêt et indemnité additionnelle prévue par le *Code civil du Québec* sur ces montants, à compter de la date d'achat des forfaits ou des billets d'avion?
- d. Les Membres du groupe peuvent-ils bénéficier de la présomption absolue de préjudice de l'article 272 de la *Loi sur la protection du consommateur* ainsi que de la présomption de dol de l'article 253 de la *Loi sur la protection du consommateur* ?

6. Les conclusions recherchées qui se rattachent à ces questions sont les suivantes:

ACCUEILLIR l'action collective intentée par le Requérant pour le compte des Membres du groupe contre les Défenderesses;

DÉCLARER que les Défenderesses sont responsables des dommages subis par le Requérant et chacun des Membres du groupe;

CONDAMNER les Défenderesses à payer une somme à titre de réduction de l'obligation des Membres du groupe, le quantum à être déterminé, le tout avec intérêt et indemnité additionnelle de l'article 1619 du Code civil du Québec depuis la date d'achat des billets;

CONDAMNER les Défenderesses à payer une somme à titre de dommages moraux à chacun des Membres du groupe, le quantum à être déterminé, le tout avec intérêt et indemnité additionnelle de l'article 1619 du Code civil du Québec depuis la date d'achat des billets;

CONDAMNER les Défenderesses à payer une somme à titre de dommages punitifs à chacun des Membres du groupe, le quantum à être déterminé, le tout avec intérêt et indemnité additionnelle de l'article 1619 du Code civil du Québec depuis la date d'achat des billets;

ORDONNER le recouvrement collectif des sommes prévues aux trois paragraphes précédents;

7. L'action collective à être exercée par le représentant pour le compte des membres du groupe consistera en une action en réduction de l'obligation des membres, dommages moraux et en dommages-intérêts punitifs.
8. Tout membre faisant partie du groupe, qui ne s'en sera pas exclu de la façon indiquée ci-après, sera lié par tout jugement à intervenir par rapport à la présente action collective.
9. La date après laquelle un membre ne pourra plus s'exclure, sauf permission spéciale, a été fixée au 17 août 2018.

10. Un membre qui n'a pas déjà formé une demande personnelle peut s'exclure du groupe en avisant le greffier de la Cour supérieure, du district de Montréal, par courrier recommandé, avant l'expiration du délai d'exclusion.
11. Tout membre du groupe qui a formé une demande devant les tribunaux du Québec dont disposerait le jugement final sur l'action collective est réputé s'exclure du groupe, s'il ne se désiste pas de sa demande avant l'expiration du délai d'exclusion.
12. Un membre du groupe autre qu'un représentant ou un intervenant ne peut être appelé à payer les frais judiciaires de l'action collective.
13. Un membre peut demander au Tribunal d'intervenir, si cette intervention est considérée utile au groupe. Un membre intervenant est tenu de se soumettre à un interrogatoire préalable à la demande des défenderesses. Un membre qui n'intervient pas à l'action collective ne peut être soumis à l'interrogatoire préalable que si le Tribunal le considère nécessaire.

Montréal, Québec, le 3 juillet 2018

***LES PROCUREURS DU DEMANDEUR/REPRÉSENTANT DANIEL  
MACDUFF***

M<sup>e</sup> Sébastien A. Paquette  
1434, rue Sainte-Catherine Ouest, Bureau 200  
Montréal, Québec H3G 1R4  
Tél : 514-944-7344  
Courriel : [spaquettelaw@gmail.com](mailto:spaquettelaw@gmail.com)

M<sup>e</sup> Jérémie Martin  
Courriel : [jmartin@champlainavocats.com](mailto:jmartin@champlainavocats.com)

Fax: (514) 800-0677  
Tel: (514) 866-3636

**LA PUBLICATION DE CET AVIS A ÉTÉ APPROUVÉE PAR LE TRIBUNAL**



**AVIS AUX MEMBRES – ACTION COLLECTIVE AUTORISÉE**  
**MACDUFF C. VACANCES SUNWING INC. ET LIGNES AÉRIENNES SUNWING INC.**

**500-06-000845-178**

La Cour Supérieure du Québec a autorisé, le 16 avril 2018, l'exercice d'une action collective contre VACANCES SUNWING INC., qui utilise également le nom d'affaires Vacances Signature, et LIGNES AÉRIENNES SUNWING INC. alléguant l'utilisation du mot « champagne » dans ses descriptifs et sa publicité sans toutefois en servir, effectuant ainsi des représentations alléguées être en contravention avec la *Loi sur la protection du consommateur*. Ces allégations n'ont pas été prouvées devant les tribunaux.

**QUI EST MEMBRE DE L'ACTION?**

En somme, l'action collective vise tous les consommateurs résidant au Québec qui ont acheté (ou obtenu) des billets ou ont voyagé avec Sunwing (y compris Vacances Signature) pour un vol ou un forfait présenté, publicisé ou décrit en utilisant le mot « champagne » entre le 10 février 2014 et le 16 avril 2018.

**QUE VISE L'ACTION COLLECTIVE?**

L'action collective vise à déterminer si Sunwing a effectué des représentations fausses ou trompeuses en utilisant le mot « champagne » sans toutefois servir de champagne, contrairement à la *Loi sur la protection du consommateur* du Québec.

**QUE POURRIEZ-VOUS OBTENIR?**

L'action collective cherche à obtenir pour les membres une compensation et une condamnation à des dommages punitifs.

Un membre du groupe **ne peut** être appelé à payer les frais judiciaires de l'action collective de la défenderesse.

**COMMENT S'EXCLURE?**

**Si vous désirez vous exclure du groupe, vous devez avant le 17 août 2018** en aviser le greffe de la Cour supérieure du district de Montréal par courrier recommandé au 1, rue Notre Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1B6.

La demande d'exclusion doit être faite par écrit avec référence à l'action collective identifiée sous le numéro de cour 500-06-000845-178.

Entre autres, les personnes qui souhaitent exercer elles-mêmes un recours individuel à leurs frais ont intérêt à s'exclure de l'action collective.

## **QUI REPRÉSENTE LES MEMBRES?**

Daniel MacDuff a été désigné pour agir comme représentant des membres du groupe.

## **POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS**

Cet avis n'est qu'un résumé de l'avis aux membres dont le texte complet peut être consulté sur le site internet identifié ci-dessous. Vous pouvez également y consulter le jugement d'autorisation et la demande introductive d'instance. Vous pouvez également contacter les procureurs du représentant, dont les coordonnées sont les suivantes;

### **Me Sébastien A. Paquette**

<http://paquetteavocats.com/sunwing>

[spaquettelaw@gmail.com](mailto:spaquettelaw@gmail.com)

Fax: (514) 800-2286

Telephone: (514) 944-7344

### **Me Jérémie Martin**

[www.champlainavocats.com](http://www.champlainavocats.com)

[jmartin@champlainavocats.com](mailto:jmartin@champlainavocats.com)

Fax: (514) 800-0677

Telephone: (514) 866-3636

### **Registre des actions collectives**

<http://services.justice.gouv.qc.ca/dgsj/rrc/Accueil/Accueil.aspx>

**LE TEXTE DE CET AVIS A ÉTÉ APPROUVÉ PAR LE TRIBUNAL. EN CAS DE DIVERGENCE ENTRE CET AVIS ET L'AVIS INTÉGRAL, CE DERNIER PRÉVAUDRA.**

**NOTICE TO CLASS MEMBERS - AUTHORIZED CLASS ACTION**  
**MACDUFF V. SUNWING VACATIONS INC. AND SUNWING AIRLINES INC.**

500-06-000845-178

1. **TAKE NOTICE** that on April 16, 2018 a class action was authorized by judgment of the Honourable Justice Lukasz Granosik of the Superior Court of Québec on behalf of the following persons:

All “consumers” within the meaning of the *Consumer Protection Act*, in Quebec, who between February 10, 2014 and April 16, 2018:

a) Purchased or obtained tickets or travelled with SUNWING VACATIONS INC. and/or SUNWING AIRLINES INC. for a flight or a package presented, publicized or described using the word “champagne”.

hereinafter referred to as the “**Class**”.

2. This class action shall be exercised in the district of Montréal.
3. The status of representative for this class action has been granted to **Daniel MacDuff**.
4. The address of the Plaintiff/Representative **Daniel MacDuff** is:

c/o Champlain Avocats  
1434 Sainte-Catherine Street West, Suite 200  
Montréal, Québec H3G 1R4
5. The principal questions of fact and law to be dealt with collectively are the following:
  - a. Have the Defendants contravened provisions under Title II of the *Consumer Protection Act*, namely:
    - i. Have the Defendants contravened Sections 220(a) or 221(a) by describing and promoting their service using the word champagne without serving champagne?
    - ii. Have the Defendants contravened Section 222(f) by describing and promoting their service using the word champagne and serving instead an alcoholised beverage from another geographical region other than that of champagne?

- iii. Have the Defendants contravened Section 228 by not mentioning to the class members that their service did not include champagne?
- b. Have the Defendants contravened provisions under Title I of the *Consumer Protection Act*, namely:
  - i. Have the Defendants contravened Sections 40, 41 42 and 43 by describing and promoting their service using the word champagne without serving champagne?
  - c. Are the class members entitled to the following remedies:
    - ii. a reduction of their obligation;
    - iii. moral damages;
    - iv. punitive damages;
    - v. with interest and the additional indemnity provided by the *Civil Code of Quebec* on these amounts from the date of purchase of the tickets or packages?
  - d. Can the class members benefit from the legal presumptions provided by Sections 253 and 272 of the *Consumer Protection Act*?
6. The conclusions sought in relation to these questions are the following:

GRANT the class action of the Plaintiff and each of the class members;

DECLARE that the Defendants are liable for the damages suffered by the Plaintiff and each of the class members;

CONDEMN the Defendants to pay an amount for the reduction of the class members' obligations, the quantum of which is to be determined, with interest and the additional indemnity provided at Article 1619 CCQ from the date of purchase of the tickets;

CONDEMN the Defendants to pay an amount for the class members' moral damages, the quantum of which is to be determined, with interest and the additional indemnity provided at Article 1619 CCQ from the date of purchase of the tickets;

CONDEMN the Defendants to pay the class members an amount for punitive damages, the quantum of which is to be determined, with interest and the additional indemnity provided at Article 1619 CCQ from the date of purchase of the tickets;

ORDER that the above three condemnations be subject to collective recovery;

7. The class action to be exercised by the representative on behalf of the members of the Class is an action for reduction of the consumers' obligations, moral damages and for punitive damages.
8. Any member of the Class who has not requested to opt out in the manner set out below will be bound by the judgment to be rendered in the class action.
9. The date after which a member may no longer opt out without special permission is August 17, 2018.
10. A class member who wishes to opt out of the class action may do so by advising the Clerk of the Superior Court of Québec in district of Montréal by registered mail before the expiry of the delay to opt out.
11. Any member of the Class who has brought an action in the Québec courts which the final judgment in the class action would decide is deemed to be excluded from the Class if he or she does not discontinue the said Québec court action before the expiry of the delay for exclusion.
12. A member of the Class other than a Representative or an Intervenor may not be required to pay the legal costs arising from the class action.
13. The Court may permit a member to intervene if it considers such intervention useful to the Class.

Montréal, Québec, July 3, 2018.

**THE ATTORNEYS FOR THE PLAINTIFF/REPRESENTATIVE DANIEL  
MACDUFF**

**M<sup>e</sup> Sébastien A. Paquette**

1434, rue Sainte-Catherine Ouest, Bureau 200

Montréal, Québec H3G 1R4

Tel : 514-944-7344

<http://paquetteavocats.com/sunwing>

email : [spaquettelaw@gmail.com](mailto:spaquettelaw@gmail.com)

**Me Jérémie Martin**

[www.champlainavocats.com](http://www.champlainavocats.com)

[jmartin@champlainavocats.com](mailto:jmartin@champlainavocats.com)  
Fax: (514) 800-0677  
Tel: (514) 866-3636

**THE PUBLICATION OF THIS NOTICE HAS BEEN AUTHORIZED BY THE  
SUPERIOR COURT OF QUEBEC.**

**NOTICE TO CLASS MEMBERS - AUTHORIZED CLASS ACTION**  
**MACDUFF V. SUNWING VACATIONS INC. AND SUNWING AIRLINES INC.**

**500-06-000845-178**

**PROCEEDINGS**

On April 16, 2018, the Superior Court of Québec authorized a class action brought by the Plaintiff against SUNWING VACATIONS INC. and SUNWING AIRLINES INC. on behalf of all Quebec consumers alleging the use of the word “Champagne” in various ways without serving Champagne, engaging in an alleged deceptive commercial practice in contravention of the *Consumer Protection Act*. These allegations have not been proven in Court.

**WHO IS A CLASS MEMBER?**

The class action includes all consumers in Québec who purchased (or obtained) tickets or travelled with Sunwing Vacations Inc., also doing business as Signature Vacations, or Sunwing Airlines Inc. for a flight or vacation package presented, publicized or described using the word “champagne” between February 10, 2014 and April 16, 2018.

**WHAT ISSUES DOES THIS CLASS ACTION RAISE?**

The class action seeks to establish whether Sunwing engaged in a deceptive commercial practice by using the word “Champagne” without serving Champagne, in contravention of the *Consumer Protection Act*.

**WHAT CAN YOU GET?**

The Class Action seeks to obtain compensation for class members and punitive damages.

**HOW DO YOU OPT OUT OF THE CLASS ACTION?**

**If you wish to exclude yourself from the class you must advise the Superior Court of Québec in the district of Montréal by registered mail addressed to the Clerk of the Superior Court, 1 Notre Dame Street East, Montréal, Québec, H2Y 1B6 by no later than August 17, 2018.**

The request for exclusion must be made in writing with reference to the class action identified by the court file number 500-06-000845-178.

**WHO REPRESENTS THE MEMBERS?**

Mr. Daniel Macduff has been designated by the Court to represent the members of the class. Class members have the right to seek intervenor status in the class action. No

class member other than the representative or an intervenor may be required to pay legal costs arising from the class action.

### **FOR FURTHER INFORMATION**

This notice is only a summary of the notice to members, the complete text of which may be found on the website identified below. The judgment authorizing the class action and the application to institute proceedings can also be found on the same website. You may also contact the representative's attorneys:

**Me Sébastien A. Paquette**

<http://paquetteavocats.com/sunwing>  
spaquettelaw@gmail.com  
Fax: (514) 800-2286  
Telephone: (514) 944-7344

**Me Jérémie Martin**

[www.champlainavocats.com](http://www.champlainavocats.com)  
jmartin@champlainavocats.com  
Fax: (514) 800-0677  
Telephone: (514) 866-3636

**Registry of Class Actions**

[https://services12.justice.gouv.qc.ca/RRC/RRC\\_Public/Accueil/Accueil.aspx?langue=A](https://services12.justice.gouv.qc.ca/RRC/RRC_Public/Accueil/Accueil.aspx?langue=A)

**THE PUBLICATION OF THIS NOTICE HAS BEEN AUTHORIZED BY THE SUPERIOR COURT OF QUEBEC. IN THE EVENT OF A DISCREPANCY BETWEEN THIS ABBREVIATED NOTICE AND THE DETAILED NOTICE, THE LATTER SHALL PREVAIL.**